**L’OPINION**

**QUAND LA CHINE TREBUCHERA ….**

**Bertrand Jacquillat**

La Chine et ses dirigeants peuvent se montrer particulièrement fiers de ce que les gouvernements successifs du Parti Communiste Chinois ont présidé à un succès économique sans précédent dans l’histoire du monde. Une croissance économique de l’ordre de 10% par an depuis 40 ans a permis de sortir 800 millions de chinois de l’extrême pauvreté, dans un pays qui avait peine à assurer sa subsistance et qui est devenu la plus grande nation industrielle de la planète. Ces succès sont tellement spectaculaires que certains exégètes dressent un parallèle entre la confrontation qui s’est instaurée aujourd’hui entre la Chine et les Etats-Unis et celle du début du XXe siècle entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, où les premiers se sont substitués aux seconds en termes de suprématie économique et géopolitique. Ils oublient d’autres prédictions de ce genre, totalement erronées, proférées dans un passé encore récent : celle de Nikita Khrouchtchev affirmant en 1956 à l’Occident et aux Etats-Unis en particulier « Nous vous enterrerons ! » ou celle de voir l’archipel Japonais dont la capitalisation boursière au début des années 1980 s’approchait de celle des Etats-Unis dépasser ces derniers. Ces deux exemples illustrent l’erreur fréquente faite dans ce genre d’exercice de prospective économique : l’extrapolation des tendances récentes et l’hypothèse qu’une période de croissance économique rapide peut être indéfiniment soutenue. Cette erreur est probablement faite par les dirigeants chinois eux-mêmes, et notamment le premier d’entre eux, Xi Jinping, qui a tourné le dos, sans doute un peu tôt, au sage précepte de Deng Xiaping à l’origine de la renaissance de la Chine à la fin des années 1970 « Hide your capabilities and bide your time » (dissimule tes capacités et attend ton heure) avec la « Silk Road Initiative » à l’extérieur de la Chine et avec son plan « Made in China 2025 » à l’intérieur qui met le paquet sur la recherche scientifique. Il est vrai que la Chine coche toutes les cases de la recherche scientifique la plus spectaculaire : exploration spatiale, séquençage du génome, accélérateur de particules et télescope les plus grands du monde, recherche climatique, super ordinateurs géants, etc. Et les universités chinoises forment 1 500 000 ingénieurs par an au niveau master, plus que l’Europe et les Etats-Unis réunis, et autant au niveau doctoral que ces derniers. Il n’empêche que la plupart des articles scientifiques émanant de Chine sont de qualité très médiocre, qu’à ce jour la Chine n’a obtenu qu’un seul Prix Nobel dans le domaine scientifique, et qu’aucun scientifique étranger ne souhaite travailler dans une institution scientifique ou un laboratoire chinois. Mais les conditions de la réussite de la science chinoise répondent aux mêmes normes que celle de la science occidentale. Faire des hypothèses, les tester, trouver les erreurs auxquelles elles ont pu conduire, ne serait-ce que pour préserver sa réputation, mettre alors en doute certaines hypothèses, faire confiance aux données et accepter les résultats où qu’ils conduisent, partager ses données avec ses collègues même s’ils sont des rivaux. Une culture qui pousse à présenter les résultats tels qu’ils sont souhaités par les supérieurs hiérarchiques ou qui se refuse à examiner les anomalies dérangeantes ne peut conduire au progrès, à l’innovation et à la croissance durable.

Les premiers craquements que l’on perçoit dans l’économie chinoise (demande intérieure faible, baisse de la productivité et de la croissance, reprise de la fuite des capitaux hors de Chine) sont concomitants avec le volte-face complet de Xi Jinping en matière de politique économique. C’est le grand retour en arrière autoritaire après le grand bond en avant des réformes libérales initiées par Deng Xin Ping et qui avaient tellement réussi à la Chine. Celles-ci avaient pour fondement la reconnaissance du rôle des entreprises privées, considérées à l’origine comme illégales puis très vite légitimisées, et plus tard reconnues comme un élément essentiel de l’économie mixte. De sorte que progressivement les entreprises privées obtinrent une part de plus en plus importante des crédits à l’économie distribués par le système bancaire chinois. Xi Jin Ping a totalement tourné le dos à cette approche qu’il avait pourtant endossée lors de son intronisation en 2012 comme Secrétaire Général du PCC, et confirmée au Forum de Davos en 2017, avec un programme économique qui affirmait en introduction « Le marché doit devenir le moteur décisif du processus d’allocation des ressources ». Au lieu de cela, il s’est lancé dans une campagne anti-corruption, où de fait s’est substituée une nouvelle corruption à l’ancienne, en mettant en avant le rôle de la politique industrielle et des entreprises d’Etat malgré leur inefficacité flagrante. Ainsi le Ministre des Finances chinois a récemment reconnu que malgré toutes les subventions qu’elles ont reçues, plus de 40% des entreprises publiques chinoises sont en perte. Celles-ci ne survivent que grâce à un endettement croissant (ce qui explique l’endettement astronomique du secteur corporate chinois), alors qu’en même temps les entreprises privées connaissent une baisse drastique des crédits bancaires (de 80% depuis 2013). Par ailleurs Xi Jinping s’est fait l’avocat d’une course à la taille des entreprises, et le gouvernement s’est attaché à la restructuration et à la consolidation des entreprises d’Etat (comme dans le secteur du matériel ferroviaire…), avec pour conséquence de réduire la concurrence, l’innovation, le contrôle des coûts et la rentabilité. Comme le rappelait Nicholas Landy, spécialiste de l’économie chinoise au sein du Peterson Institute dans son récent ouvrage « The State strikes back : the end of economic reform in China », la Chine est redevenue un régime totalitaire, qui comme tout régime totalitaire, veut contrôler totalement chaque individu. Il utilise les technologies de pointe pour renforcer son pouvoir, construire une grande muraille autour d’Internet pour limiter l’accès à l’information et emploie une armée de censeurs pour contrôler les débats en ligne. Le gouvernement est en train de mettre en place un système de crédit social qui utilisera les big data et une surveillance de masse pour attribuer un score de fiabilité à chaque individu. La « sécurité politique » avec le renforcement du PCC au centre du pourvoir et son ingérence au sein même des entreprises est incompatible avec les objectifs ambitieux que se sont fixé les dirigeants chinois. Le capitalisme de surveillance américain, dont nous avons souligné les ressorts dans notre chronique du 15 février dernier, excipe ses propres dangers sur les plans éthique et économique. Mais il ne saurait voir sa suprématie entamée par la société de surveillance qui s’installe en Chine, et qui ne peut que conduire son économie à trébucher, ou son régime politique à vaciller.